CPPF
Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise
du Secteur Principal de la Construction

PBKF
Paritätische Berufskommission Freiburg
des Bauhauptgewerbes

RAPPORT ANNUEL 2025
JAHRESBERICHT



SOMMAIRE // INHALT



Message du Président F/D	03
Procès-verbal de l'assemblée générale F/D	05
Rétrospective F/D	15
Informations sur les dossiers traités et clôturés F/D	17
Détail des contrôles F/D	19
Inspectorat chantiers Fribourg – en résumé F/D	21
Comparaison des comptes 2024/25	23
Commentaires sur les produits et les charges 2025 F/D	25
Rapport de l'organe de contrôle	27
Comparaison des budgets 2026/27	28
Organisations et Associations signataires	30
Représentants au tribunal arbitral	31
Représentants	31

MESSAGE DU PRÉSIDENT // BOTSCHAFT DES PRÄSIDENTEN

Chers, chères collègues,

L'année 2025 restera comme un exercice charnière pour le secteur de la construction.

Au niveau national, l'événement majeur a sans conteste été le renouvellement de la Convention nationale du secteur principal de la construction en Suisse (CN). Après dix rondes de négociations intenses entre la Société suisse des entrepreneurs (SSE) et les syndicats Unia et Syna, un accord a été trouvé le 12 décembre 2025 sur une nouvelle CN couvrant la période 2026-2031 et réglant les conditions de travail de près de 80'000 travailleurs de la branche en Suisse. Parmi les adaptations structurantes figurent le passage de la planification du temps de travail à l'année civile, l'introduction d'un modèle de temps de travail équilibré dès 2027, un compte d'heures supplémentaires (pouvant atteindre 120 heures) ainsi qu'un mécanisme inédit de protection du pouvoir d'achat prévoyant un ajustement des salaires minimaux au renchérissement. Ce résultat met un terme à une période d'incertitude et rétablit un cadre clair pour toutes les entreprises soumises.

Les négociations ont été accompagnées d'une mobilisation ouvrière d'une ampleur exceptionnelle. Dès le 20 octobre, les maçons tessinois cessaient le travail ; la mobilisation s'est ensuite étendue à Berne, puis à la Suisse romande les 3 et 4 novembre, où environ 7'000 travailleurs ont manifesté dans plusieurs villes avant le rassemblement de Lausanne. Dans le canton de Fribourg, les maçons se sont rassemblés devant les locaux de la Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs (FFE), à Courtaman. Cette dynamique rappelle combien les questions de conditions de travail et d'attractivité de la branche sont centrales pour tous les acteurs.

Au niveau cantonal, l'année 2025 a été marquée par un tournant significatif. Après plusieurs années de discussions autour de l'annexe relative à la canicule, les partenaires sociaux ne sont pas parvenus à s'accorder sur le renouvellement de la Convention collective de travail (CCT) locale du gros œuvre fribourgeois. Les syndicats ont annoncé en juin 2025 ne pas renouveler cette CCT cantonale, et le fonds paritaire appelé Fribourgfonds-Construction, finançant notamment le perfectionnement professionnel des travailleurs du canton, est appelé à être fermé. Ce dénouement constitue un défi pour nos institutions paritaires, pour les entreprises et pour les travailleurs, et invite chacun à réfléchir aux modalités futures du partenariat social fribourgeois dans le nouveau cadre posé par la CN 2026-2031.

Certaines réussites de la branche méritent néanmoins d'être soulignées. Le 14 novembre 2025, la FFE s'est vu décerner, ex æquo avec suissetec Fribourg, le Prix Migration et Emploi 2025 pour son projet « Façonne ton Avenir », qui offre à des personnes issues de la migration une formation immersive de quatre mois aux métiers de la construction. Cette distinction illustre la capacité de la branche fribourgeoise à répondre concrètement à la pénurie de main-d'œuvre tout en apportant une contribution sociale tangible. Sur le plan interne, le Secrétariat a quant à lui poursuivi la consolidation des travaux, permettant à la Commission d'aborder avec rigueur les nombreux dossiers de cet exercice.

À mon avis, tous ces efforts et résultats intermédiaires, y compris lorsqu'ils se heurtent à des obstacles, démontrent que les négociations ne doivent pas échouer face à un désaccord ponctuel, mais que les difficultés rencontrées doivent au contraire servir de point de départ à de nouvelles discussions et à la recherche de compromis.



Marc Pache
Président de la CPPF

BOTSCHAFT DES PRÄSIDENTEN //

Werte Kollegen und Kolleginnen

Das Jahr 2025 wird als ein entscheidendes Geschäftsjahr für die Baubranche in Erinnerung bleiben.

Auf nationaler Ebene war das wichtigste Ereignis zweifellos die Erneuerung des Landesmantelvertrags für das Bauhauptgewerbe in der Schweiz (LMV). Nach zehn intensiven Verhandlungsrunden zwischen dem Schweizerischen Baumeisterverband (SBV) und den Gewerkschaften Unia und Syna wurde am 12. Dezember 2025 eine Einigung über einen neuen LMV, der den Zeitraum 2026-2031 abdeckt und die Arbeitsbedingungen von rund 80'000 Beschäftigten der Branche in der Schweiz regelt. Zu den wesentlichen Anpassungen gehören die Umstellung der Arbeitszeitplanung auf das Kalenderjahr, die Einführung eines ausgewogenen Arbeitszeitmodells ab 2027, ein Überstundenkonto (mit bis zu 120 Stunden) sowie ein neuartiger Mechanismus zum Schutz der Kaufkraft, der eine Anpassung der Mindestlöhne an die Teuerung vorsieht. Dieses Ergebnis beendet eine Phase der Unsicherheit und schafft einen klaren Rahmen für alle dem LMV unterstellten Unternehmen.

Die Verhandlungen wurden von einer Arbeitnehmermobilisierung von ausserge-wöhnlichem Ausmass begleitet. Bereits am 20. Oktober legten die Tessiner Maurer die Arbeit nieder; die Mobilisierung weitete sich anschliessend auf Bern und dann am 3. und 4. November auf die Westschweiz aus, wo rund 7'000 Arbeitnehmende in mehreren Städten demonstrierten, bevor die grosse Kundgebung in Lausanne stattfand. Im Kanton Freiburg versammelten sich die Maurer vor den Räumlichkeiten des Freiburgischen Baumeisterverbands (FBV) in Courtaman. Diese Dynamik verdeutlicht, wie zentral die Fragen der Arbeitsbedingungen und der Attraktivität der Branche für alle Akteure sind.

Auf kantonaler Ebene war das Jahr 2025 von einer bedeutenden Wende geprägt. Nach mehrjährigen Diskussionen rund um den Anhang zur Hitzewelle konnten sich die Sozialpartner nicht auf eine Erneuerung des kantonalen Gesamtarbeitsvertrags (GAV) des Freiburger Bauhauptgewerbes einigen. Die Gewerkschaften gaben im Juni 2025 bekannt, diesen kantonalen GAV nicht zu erneuern, und der paritätische Fonds namens Fribourgfonds-Bau, der insbesondere die berufliche Weiterbildung der Arbeitnehmenden des Kantons finanziert, soll folglich aufgelöst werden. Dieser Ausgang stellt eine Herausforderung für unsere paritätischen Institutionen, für die Unternehmen und für die Arbeitnehmenden dar und lädt alle Beteiligten dazu ein, über die zukünftige Ausgestaltung der Freiburger Sozialpartnerschaft im neuen Rahmen des LMV 2026-2031 nachzudenken.

Einige Erfolge der Branche verdienen dennoch Erwähnung. Am 14. November 2025 wurde dem FBV, ex aequo mit suissetec Freiburg, der Preis Migration und Arbeit 2025 für sein Projekt « Façonne ton Avenir » verliehen, das Menschen mit Migrationshintergrund eine viermonatige Einführungsausbildung in die Bauberufe bietet. Diese Auszeichnung veranschaulicht die Fähigkeit der Freiburger Branche, konkret auf den Fachkräftemangel zu reagieren und gleichzeitig einen bedeutenden gesellschaftlichen Beitrag zu leisten. Auf interner Ebene hat das Sekretariat seinerseits die Konsolidierungsarbeiten fortgeführt, was es der Kommission ermöglichte, die zahlreichen Dossiers dieses Geschäftsjahres mit Sorgfalt anzugehen.

Meines Erachtens zeigen all diese Anstrengungen und Zwischenergebnisse, auch wenn sie auf Hindernisse stossen, dass Verhandlungen nicht an einer punktuellen Meinungsverschiedenheit scheitern dürfen, sondern dass die aufgetretenen Schwierigkeiten vielmehr als Ausgangspunkt für neue Gespräche und Kompromisse dienen sollen.

Marc Pache
Präsident der PBKF

PROCÈS-VERBAL //

Assemblée générale du jeudi 2 octobre 2025, à 16h30
Lieu : CPPF, Route de l'Industrie 71, 1791 Courtaman

LISTE DES PRÉSENCES

Présidence :	Germain Wicht (remplaçant de M. Marc Pache)
Présents :	14 personnes, selon la liste des présences
Excusés :	4 personnes
Procès-verbal :	Véronique Grandjean

ORDRE DU JOUR

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 10 octobre 2024
2. Rapport d'activité 2024
3. Comptes 2024
4. Rapport de l'organe de contrôle et approbation des comptes 2024
5. Budget 2026
6. Nominations statutaires (présidence et organe de contrôle)
7. Révision des statuts et règlements
8. Divers

Salutations et communications du Président

Monsieur Germain Wicht, membre du Comité, ouvre la séance et annonce qu'il remplace le président, Monsieur Marc Pache, excusé pour raison de maladie. Il souhaite la bienvenue à toutes les personnes présentes et assure que l'assemblée se déroulera de manière conforme malgré cette absence.

En ouverture de séance, il procède à la lecture du message du Président, Monsieur Marc Pache.

Message du Président

Chers, chères collègues,

L'année dernière, le secteur de la construction a été marqué par diverses négociations. Au niveau national, les négociations salariales entre les partenaires sociaux ont débuté début septembre 2024. Dans le canton de Fribourg, plusieurs cycles de négociations ont eu lieu concernant une annexe à la convention collective de travail (CCT) visant à réglementer certains aspects de la canicule. Au niveau national, les parties contractantes à la Convention nationale du secteur principal de la construction en Suisse (CN) sont parvenues à un accord sur une augmentation salariale générale de 1,4 % pour 2025. Compte tenu du départ à la retraite de la génération du baby-boom dans les années à venir, des mesures étaient également nécessaires pour garantir un départ à la retraite anticipé à 60 ans. Les cotisations et les prestations financières ont été légèrement adaptées afin que les travailleurs de la construction puissent continuer à profiter dignement de leur retraite bien méritée. Au niveau cantonal, en revanche, les négociations ont traîné en longueur, car la question de la canicule constitue un véritable « chantier pionnier ». Différents acteurs doivent apporter leur contribution, que ce soit sur le plan politique ou financier. L'effort opérationnel que cela représente ne doit pas être sous-estimé.

De plus, divers acteurs sont actifs dans le secteur de la construction. Parmi eux, des entreprises et des spécialistes du bâtiment, du génie civil et de la construction routière, qui contribuent à façonner le quotidien sur les chantiers. Les représentants des parties prenantes apportent également leur contribution au quotidien. J'estime important que les activités de partenariat, par exemple au sein des institutions paritaires, se soient bien développées l'année dernière ; sans parti pris de la part des différentes parties prenantes.

Malgré les difficultés rencontrées dans le

domaine des ressources humaines et l'arrivée de nouveaux collaborateurs, 2024 a été une année fructueuse. Grâce aux travaux préparatoires du Secrétariat, les processus ont été optimisés et un système de contrôle interne a été mis en place.

À mon avis, tous ces efforts et ces résultats intermédiaires démontrent que les négociations ne doivent pas échouer à cause d'un obstacle, mais plutôt que les difficultés doivent servir de point de départ à de nouvelles discussions et à la recherche de compromis.

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée du 10 octobre 2024

Le procès-verbal est approuvé par l'assemblée à mains levées en remerciant son autrice, Madame Nadine Morand. Le procès-verbal figure dans le rapport annuel. Pour les personnes qui le désirent, il est aussi disponible au secrétariat.

2. Rapport d'activité 2024

Pour l'explication du rapport d'activité 2024, Monsieur Germain Wicht, le président suppléant, passe la parole à Monsieur Burim Ramaj.

Principales activités et décisions en 2024

Le Comité s'est réuni 3 fois : Juin 2024, approuvé les comptes 2023 avec une perte CHF 82'789.47 ; Juillet 2024, le budget 2025 est validé par le Comité et un petit changement des positions « Pertes sur débiteurs » et « Remboursement des frais » ; Novembre 2024, la validité des dates de séances pour 2025.

Le budget 2025 est un peu supérieur au budget 2024.

Sur la base du Baticontrol, les écarts sont notés, à savoir :



Les rubriques « Entreprises contrôlées et Travailleurs contrôlés » sont en baisse. Cependant, nous remarquons que les peines conventionnelles sont en augmentation et les frais de contrôles sont légèrement plus bas.

Les peines conventionnelles sont calculées selon l'aide de calcul (mise à disposition par la Commission paritaire suisse d'application (CPSA)) et essentiellement dues :

Aux heures supplémentaires pas indemnisées à 25% ou pas payées mais reportées d'année en année ; au non-paiement du supplément de 25% pour le travail du samedi ; aux erreurs administratives concernant les taux des assurances sociales ; à la non-collaboration auprès de la CPPF.

Par rapport à l'année précédente, moins de contrôles ont été effectués. Cela peut s'expliquer par des facteurs internes et externes. A cet égard, il convient de mentionner que les contrôles effectués étaient plus étendus. L'inspection des chantiers a également inspecté moins de chantiers. Avec les mécanismes de contrôles optimisés, le résultat des comptes nous permet d'atteindre de bonnes perspectives pour l'avenir.

Il y a trois domaines de contrôles des entreprises, les exigences concernent : 1) la Convention nationale (CN); 2) les locations de services (LSE) avec 0 entreprise contrôlée ; 3) les travailleurs détachés (LDét), pas de contrôle.

Burim Ramaj donne la parole à M. Jean-Baptiste Aubry pour un résumé des activités de l'inspectorat chantiers Fribourg (ICF). Ce dernier déclare ce qui suit :

L'année 2024 a été sous le signe du renouveau. Elle a débuté avec une mise à niveau du parc informatique et surtout le renforcement de la sécurité numérique des infrastructures de l'ICF qui étaient devenues obsolètes. Ensuite c'est la reprise des dossiers tels que la nouvelle convention entre les Commissions paritaires et l'ICF, Baticontrol et/ou le mode de facturation des prestations. Mais il ne faut pas oublier une amélioration de la gestion de l'ICF avec le changement de personnel et l'ajustage des processus de contrôle et cela dans tous les domaines.

En général dans les divers domaines de contrôles, nous avons rempli les mandats demandés. En 2024, dans la lutte contre le travail au noir, 10 interdictions provisoires d'accès ont été prononcées. Plus particulièrement pour la CPPF, l'ICF a opéré 130 contrôles CCT et 8 rapports LDét sur les 40 rapports demandés par le SECO. A ces 8 contrôles, il faut rajouter 8 déplacements sans trouver les travailleurs et sans avoir le moindre travail réalisé. Ces contrôles sont issus des 55 annonces brutes reçues du Service public de l'emploi (SPE) pour les entreprises étrangères autoproclamées dans le domaine du gros-œuvre. Les annonces brutes comprennent les annonces acceptées, refusées, les mutations, les annulations ainsi que les prises d'emploi. Une fois supprimé tout ce qui ne peut pas être contrôlé et les redondances d'entreprise (une entreprise ne peut être contrôlée qu'une fois par an), il reste 29 annonces contrôlables. Avec 8 rapports établis cela représente 36% des annonces contrôlées.

Au niveau de la branche du gros-œuvre, en 2024, on ne peut pas dire qu'il y a une véritable variation des événements rencontrés par l'ICF. Une des problématiques reste la sous-traitance du ferraillage qui, sur certains chantiers, conduit à d'autres sous-traitances, voire même à des sous-traitances directes. Pour les infractions à la CCT, je vous laisse vous référer aux statistiques de la CPPF.

Pour résumer cette année 2024, l'ICF a pleinement réalisé ses mandats. Les inspecteurs et l'administration ont réalisé tous les objectifs fixés en début d'année et je profite du moment pour les remercier encore une fois.

3. Comptes 2024

Pour l'explication des comptes 2024, le Président suppléant passe la parole à Burim Ramaj.

Le but statutaire de la CPPF n'est pas de faire un gain donc cette année, le résultat de l'exercice 2024 s'est élevé à **CHF 64'292.53.**

Produits

En 2024, en comparaison avec 2023, on a eu moins de produits mais la répartition reste la même.

Les répartitions « Domaine Formation à 4% » et « Domaine application à 96% » ont le même pourcentage durant les deux années 2023 et 2024.

Produits domaine FORMATION : CHF 29'500.00 (résultat identique à 2023)

Produits domaine APPLICATION : CHF 749'848.62

Par rapport aux graphiques, ces produits sont répartis et regroupés de la manière suivante :

- Contribution du Parifonds pour l'application de la CN **CHF 622'207.47 (80%)**
- Peines conventionnelles et frais de procédure CN **CHF 151'499.00 (19%)**
- Peines conventionnelles et frais de procédure LDét **CHF 0 (0%)**
- Peines conventionnelles et frais de procédure LSE **CHF 0 (0%)**
- Pertes sur débiteurs **CHF -23'857.85 (-3%)**

Total des deux domaines : CHF 779'348.62

Charges

En 2024, en comparaison avec 2023, la CPPF a eu moins de charges mais la répartition reste également la même.

La répartition « Domaine Application » est faite de la manière suivante : Frais personnel et assurances sociales ; Frais contrôles ICF LDét ; Autres charges, loyer et secrétariat ; Autres indemnisations.

Les pourcentages sont presque identiques durant les deux années à part « les frais de contrôles ICF et LDét » car la CPPF a reçu un remboursement de l'ICF pour n'avoir pas eu de contrôle LDét.

Contrairement à 2024, le résultat annuel de 2024 affiche donc un bénéfice.

Charges domaine FORMATION : CHF 35'609.65

Charges domaine APPLICATION : CHF 743'739.02

Total des deux domaines : CHF 779'348.67

Le Président suppléant demande s'il y a des questions sur ces comptes 2024 et comme ce n'est pas le cas, il demande la lecture du rapport de révision à Mme Valérie Ngon.

4. Rapport de l'organe de révision et approbation des comptes 2024

Au nom de SwissAudit (Mittelland) SA, Mme Valérie Ngon précise que le contrôle s'est fait selon la Norme suisse relative au contrôle restreint pour l'exercice s'arrêtant au 31.12.2024. Lors de la vérification des comptes, l'organe de révision n'a pas rencontré d'élément leur permettant de conclure que les comptes annuels ne sont pas conformes à la loi suisse et aux statuts.

Le président suppléant remercie Mme Valérie Ngon et demande d'approuver par mains levées les comptes 2024 ainsi que le rapport de révision de SwissAudit (Mittelland) SA et d'en donner décharge au Comité. Les deux sont approuvés à l'unanimité.

Le président suppléant remercie Burim Ramaj et toute son équipe pour la bonne tenue de ces comptes et la bonne marche de la CPPF.

5. Budget 2026

Pour la présentation du budget 2026, le Président suppléant passe la parole à Burim Ramaj.

Le budget 2026 comme indiqué sur la page 25 du rapport annuel 2024, il a été établi sur la même continuité que le budget 2025.

Toutefois, cette année, il y a un petit changement, car il a été annoncé lors de l'entretien annuel avec le Parifonds que les frais administratifs (position 6700 « autres charges ») ne peuvent pas être facturés de la manière précédente, car cela contrevient au règlement financier du Parifonds.

Le secrétariat propose ce budget comme mentionné sur la page 25 du rapport annuel 2024. Ainsi le budget 2026 est validé par le Comité mais sous réserve qu'on devrait prévoir des changements dans les positions internes. Donc le budget présenté résulte d'un total de produit de CHF 810'300.00. Puis, dans les charges, le compte 6700 « Autres charges » de CHF 112'000.00 doit être redistribué dans les positions correspondantes selon le modèle du Parifonds.

Pour les charges « Domaine application CCT », on a prévu CHF 645'000.00. Sur la version imprimée il y a une petite faute sur la position « 3195 » n'est pas de – 10'000.00 mais – 20'200.00 permettant un résultat de 0. La perte sur débiteurs est bien de – CHF 20'200.00.

David Valterio indique avoir rencontré les Parifonds afin de trouver une solution. François Clément propose d'adopter ce budget sous réserve de l'approbation du nouveau budget. Le budget présenté est identique pour les deux domaines et pour le nouveau modèle des Parifonds.

Le président suppléant précise qu'à l'avenir avec toute la partie géopolitique qui coince avec la valeur locative annulée, les contrôles risquent d'augmenter donc on devra demander plus de budget pour plus de contrôles. Il est compréhensible que le Parifonds effectue des comparaisons avec les différentes régions, et il convient de noter que les échanges avec elles ont été positifs. Cependant, la méthode de calcul étant en cours de modification, il faut en tenir compte.

Le président suppléant demande s'il y a d'autres questions ou remarques à ce budget, ce qui n'est pas le cas. Il remercie Burim Ramaj et son équipe pour le travail accompli et propose d'approuver par mains levées le budget 2026 tel qu'il a été présenté.

Décision : le budget 2026 est approuvé à l'unanimité.

6. Nominations statutaires (présidence et organe de contrôle)

Burim Ramaj annonce que le président et le vice-président – comme le Fribourgfonds Construction (FFC) – resteraient inchangés. En revanche, le mandat auprès de Swissaudit (Mittelland) est à renouveler.

Le Président suppléant prend la parole pour Marc Pache et informe que ce dernier resterait en fonction. Il remercie les deux, Marc Pache (Président) et François Clément (Vice-Président) pour leur investissement et pour leur travail. Ensuite il sollicite l'approbation de la prolongation du mandat auprès de Swissaudit (Mittelland). De ce fait le Président suppléant soumet un dernier point à l'assemblée, l'approbation par mains levées pour la continuation du mandat de SwissAudit (Mittelland) SA qui est acceptée à l'unanimité.

7. Révisions des statuts et règlements

Burim Ramaj présente les nouveaux statuts et règlements qui ont été changés (ancien de 2010 et nouveau de 2025) avec le logo actuel. Pour les statuts, il y a peu de changements mais plutôt dans les règlements et ce qui a été changé c'est le siège et l'adresse.

Formellement, on doit mentionner que les statuts ont été adoptés par l'assemblée constitutive 2010 et révisés par le Comité le 25.08.2025. Ce statut entre en vigueur le 01.01.2026 et remplace tous les statuts antérieurs (idem pour les règlements relatifs).

Le président suppléant demande de les approuver par main levée ce qui a été fait en remerciant Burim Ramaj et toute son équipe. Puis demande d'accepter que ces documents soient signés ultérieurement car toutes les personnes qui doivent signer ne sont pas présentes.

8. Divers

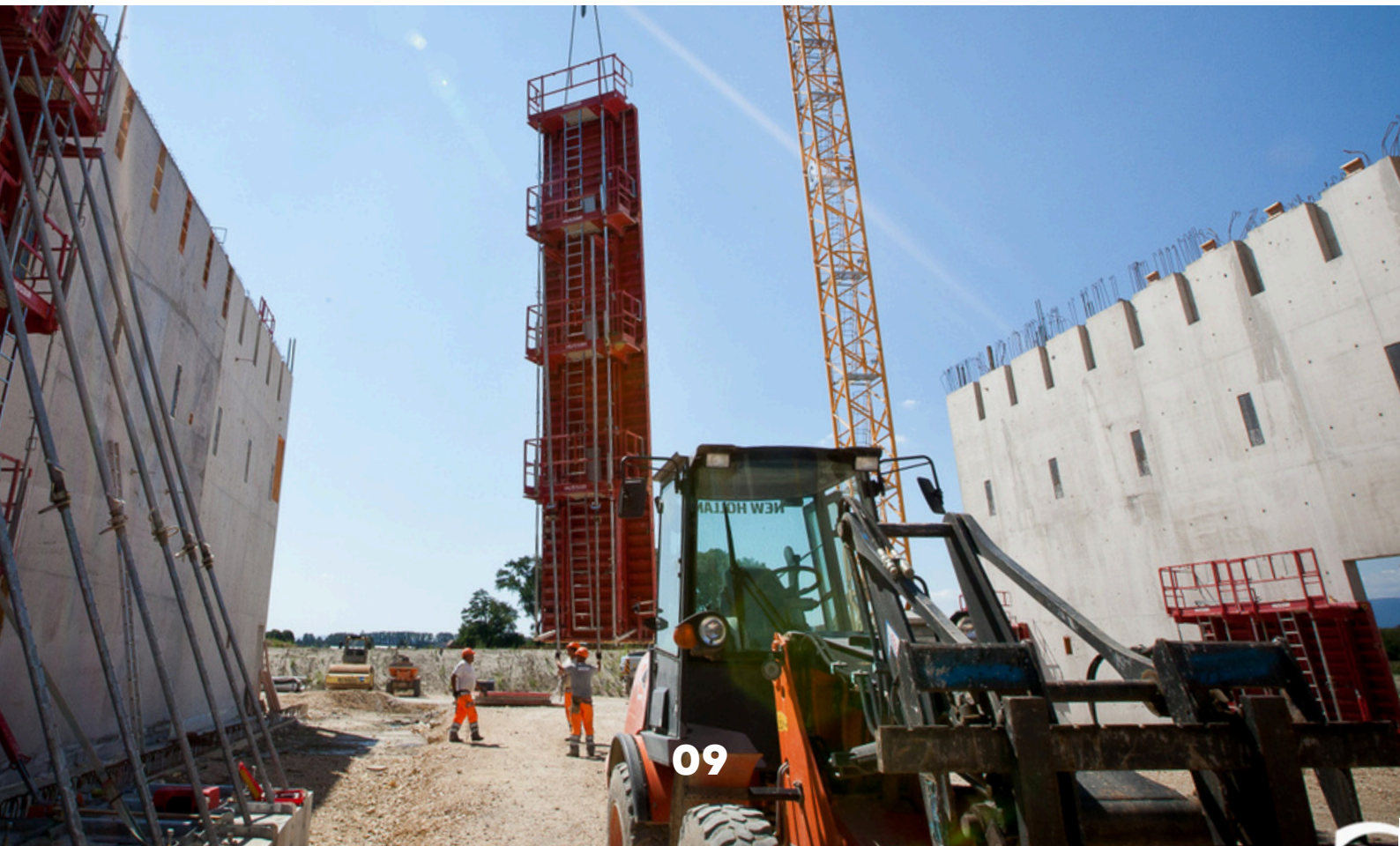
Germain Wicht informe les personnes présentes qu'il n'y a rien à traiter sous ce point car il n'y a pas de remarques.

Le président suppléant remercie la présence de chacun et le travail de l'équipe de la CPPF car il sait que c'est une fonction compliquée de faire des contrôles mais ça permet aux entreprises de faire au mieux afin d'être respectées !

Le président suppléant clôt l'assemblée et lève la séance à 17h50.

Véronique Grandjean
Collaboratrice administrative

Commission Professionnelle
Paritaire Fribourgeoise du secteur
principal de la construction



PROTOKOLL //

Generalversammlung vom Donnerstag, 02. Oktober 2025, um 16:30 Uhr
Ort: PBKF, Route de l'Industrie 71, 1791 Courtaman

PRÄSENZLISTE

Präsident:	Germain Wicht (Ersatz für Herr Marc Pache)
Anwesende:	14 Personen, gemäss Präsenzliste
Entschuldigt:	4 Personen
Protokoll:	Véronique Grandjean

TRAKTANDENLISTE

1. Genehmigung des Protokolls der Generalversammlung vom 10. Oktober 2024
2. Tätigkeitsbericht 2024
3. Jahresrechnung 2024
4. Revisionsbericht und Genehmigung der Jahresrechnung 2024
5. Budget 2024
6. Statutarische Ernennungen (Vorsitz und Kontrollorgan)
7. Revision der Statuten und Reglemente
8. Verschiedenes

Begrüssung und Mitteilungen den Präsidenten

Herr Germain Wicht, ein Mitglied des Vorstandes, eröffnet die Sitzung und teilt mit, dass er den Präsidenten, Herrn Marc Pache, vertrete, der krankheitsbedingt nicht teilnehmen könne. Er begrüsst alle Anwesenden und versichert ihnen, dass die Sitzung trotz der Abwesenheit von Herrn Pache planmässig stattfinden werde.

Mit Eröffnung der Sitzung verliest er die Botschaft des Präsidenten, Herrn Marc Pache.

Botschaft des Präsidenten

Werte Kollegen und Kolleginnen

Letztes Jahr war das Bauhauptgewerbe von verschiedenen Verhandlungen geprägt. Auf nationaler Ebene haben anfangs September 2024 Lohnverhandlungen zwischen den Sozialpartnern begonnen. Im Kanton Freiburg gab es diverse Verhandlungsrunden bezüglich eines Anhangs des GAV, der gewisse Aspekte von Hitzewellen regeln sollte. Auf nationaler Ebene konnten sich die Vertragsparteien des Landesmantelvertrags für das Bauhaupt-gewerbe (LMV) in den Lohnverhandlungen für 2025 auf eine generelle Lohnerhöhung von 1,4 Prozent einigen. Weil in den kommenden Jahren die Babyboom-Generation in Pension geht, waren zudem Massnahmen für die Sicherung des früheren Arbeitsrückzugs mit 60 notwendig. Die Finanzierungsbeiträge sowie die Leistungen wurden leicht angepasst, damit die Bauarbeiter auch in Zukunft ihre verdiente Rente in Würde geniessen können. Auf kantonaler Ebene hingegen wurden die Verhandlungen immer wieder in die Länge gezogen, weil die Thematik der Hitzewelle eigentlich eine Pioniersaufgabe nach sich zieht. Verschiedene Akteure müssten zu diesem Thema ihren Beitrag leisten; sei es politisch oder finanziell. Nicht zu unterschätzen ist auch der operative Aufwand, der durch derartige Bestrebungen nach sich gezogen wird.

Unabhängig davon sind im Bauhauptgewerbe verschiedene Akteure tätig. Dazu gehören Unternehmen und Fachkräfte aus dem Hoch-, Tief- und Strassenbau, die das Alltagsleben auf Baustellen mitgestalten. Auch die Interessenvertreter leisten täglich ihren Beitrag. Wichtig erscheint mir, dass partnerschaftliche Tätigkeiten, etwa in den paritätischen Institutionen, im vergangenen Jahr sich gut entwickelt haben; ohne Voreingenommenheit durch die verschiedenen Akteure.

Trotz Schwierigkeiten im Personalbereich und neuen Mitarbeitern konnte das Jahr 2024 gut

abgeschlossen werden. Aufgrund der Vorbereitungsarbeiten des Sekretariats wurden Prozesse optimiert und ein internes Kontrollsystem eingeführt.

Aus all diesen Bemühungen und Zwischenresultaten resultiert meines Erachtens, dass Verhandlungen nicht an einem Hindernis scheitern sollten, sondern dass Erschwerungen als Ausgangspunkt für weitere Gespräche und Kompromissfindung genutzt werden sollten.

1. Genehmigung des Protokolls der Versammlung vom 10. Oktober 2024

Die Versammlung genehmigt das Protokoll, und der Präsident bedankt sich bei der Verfasserin, Nadine Morand. Das Protokoll ist im Jahresbericht ersichtlich. Auf Wunsch kann es auch auf der Geschäftsstelle eingesehen werden.

2. Tätigkeitsbericht 2024

Wichtige Aktivitäten und Beschlüsse im Jahr 2024

Der Vorstand hatte drei Sitzungen: Im Juni 2024 wurde der Jahresabschluss 2023 mit einem Verlust von CHF 82.789,47 genehmigt; im Juli 2024 wurde das Budget 2025 vom Ausschuss verabschiedet, zusammen mit einer geringfügigen Anpassung der Posten «Debitorenverluste» und «Kostenrückerstattung»; im November 2024 wurden die Sitzungstermine für 2025 bestätigt.

Das Budget 2025 ist etwas höher als das Budget 2024.

Auf Grundlage der Daten von Baticontrol wurden folgende Abweichungen festgestellt:

Die Kategorien «Kontrollierte Unternehmen und Arbeitnehmer» sind rückläufig. Allerdings sind die Konventionalstrafen gestiegen und die Kontrollkosten leicht gesunken.



Die Konventionalstrafen werden mithilfe der Berechnungshilfe (bereitgestellt von der Schweizerischen Paritätischen Vollzugskommission Bauhauptgewerbe (SVK)) berechnet und sind hauptsächlich auf Folgendes zurückzuführen:

Nicht mit 25 % vergütete oder nicht bezahlte, sondern ins Folgejahr übertragene Überstunden; nicht bezahlter Zuschlag von 25 % für Samstagsarbeit; administrative Fehler bei den Sozialversicherungsbeiträgen; mangelnde Kollaboration mit der PBKF.

Im Vergleich zum Vorjahr wurden weniger Kontrollen durchgeführt. Dies lässt sich durch interne und externe Faktoren erklären. Dabei ist anzumerken, dass die durchgeführten Kontrollen umfassender waren. Auch die Baustelleninspektionen umfassten weniger Baustellen. Dank der optimierten Kontrollmechanismen erlauben die Ergebnisse der Abrechnungen einen positiven Ausblick für die Zukunft.

Es gibt drei Bereiche der Unternehmenskontrollen, deren Anforderungen folgende sind: 1) Landesmantelvertrag (LMV); 2) Personalverleihbetriebe, wobei keine Unternehmen kontrolliert wurden; 3) Entsandte Arbeitnehmer (EntsG), auch keine Kontrollen.

Burim Ramaj übergibt Herrn Jean-Baptiste Aubry das Wort für eine Zusammenfassung der Aktivitäten des Baustelleninspektorates Freiburg (BIF). Letzterer äussert sich wie folgt:

2024 war ein Jahr der Erneuerung. Es begann mit der Modernisierung der IT-Infrastruktur und vor allem mit der Stärkung der veralteten digitalen Sicherheit der Infrastruktur des BIF. Anschliessend wurden Projekte wie die neue Vereinbarung zwischen den paritätischen Berufskommissionen und dem BIF, Baticontrol und/oder die Abrechnungsmethode für Dienstleistungen wieder aufgenommen. Nicht zu vergessen ist auch die verbesserte Führung des BIF mit Personalveränderungen und Anpassungen der Inspektionsprozesse in allen Bereichen.

Generell haben wir in allen Inspektionsbereichen

die uns übertragenen Aufgaben erfüllt. Im Kampf gegen Schwarzarbeit wurden 2024 zehn befristete Zutrittssperren verhängt. Speziell für die PBKF führte das BIF 130 Landesmantelvertragskontrollen und acht Rapporte EntsG von insgesamt 40 vom Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) angeforderten Rapporten. Zu diesen acht Kontrollen kommen weitere acht Baustellenkontrollen hinzu, bei denen weder Arbeitnehmer angetroffen noch ausgeführte Arbeiten festgestellt werden konnten. Diese Kontrollen basierten auf 55 Angaben von Baustellenanzeigen, die vom Amt für den Arbeitsmarkt (AMA) für selbstdeklarierte ausländische Unternehmen im Baugewerbe übermittelt wurden. Die Anzeigen umfassen angenommene und abgelehnte Anmeldungen, Versetzungen, Stornierungen und Neueinstellungen. Nach dem Ausschluss aller nicht überprüfbaren Anmeldungen und derjenigen, die aufgrund von Personalabbau in Unternehmen eingestellt wurden (ein Unternehmen kann nur einmal jährlich überprüft werden), verblieben 29 prüfbare Anmeldungen. Mit acht erstellten Rapporten entspricht dies 36 % der überprüften Anmeldungen.

Im Bauhauptgewerbe gab es 2024 keine wesentlichen Veränderungen bei den vom BIF festgestellten Vorfällen. Ein anhaltendes Problem bleibt die Vergabe von Unteraufträgen für Armierungsarbeiten, die auf einigen Baustellen zu weiteren Unteraufträgen, ja sogar zu direkten Unteraufträgen führt. Bezüglich Verstösse gegen den Landesmantelvertrag verweise ich auf die Statistiken der PBKF.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das BIF seine Mandate im Jahr 2024 vollständig erfüllt hat. Die Inspektoren und die Verwaltung haben alle zu Jahresbeginn gesteckten Ziele erreicht, und ich möchte ihnen an dieser Stelle nochmals herzlich danken.

3. Jahresrechnung 2024

Für die Erläuterungen der Jahresrechnung 2024 erteilt der stellvertretende Vorsitzende Burim Ramaj das Wort.

Der statutenmässige Zweck der PBKF ist keine Erzielung von Gewinnen; daher belief sich das Ergebnis für das Geschäftsjahr 2024 auf **CHF 64.292,53**.

Einnahmen

Im Jahr 2024 waren die Einnahmen im Vergleich zu 2023 niedriger, die Mittelzuweisung blieb jedoch gleich.

Die Mittelzuweisungen für den Bereich „Ausbildung“ (4 %) und den Bereich „Anwendung“ (96 %) waren sowohl 2023 als auch 2024 prozentual identisch.

Einnahmen im Bereich AUSBILDUNG: CHF 29'500.00 (identisches Resultat wie 2023)

Einnahmen im Bereich ANWENDUNG: CHF 749'848.62

In Bezug auf die Grafiken sind diese Einnahmen folgendermassen verteilt und zusammengefasst:

- Beitrag des Parifonds für die Anwendung des LMV **CHF 622'207.47 (80%)**
- Konventionalstrafen und Verfahrenskosten Bauhauptgewerbe **CHF 151'499.00 (19%)**
- Konventionalstrafen und Verfahrenskosten EntsG **CHF 0 (0%)**
- Konventionalstrafen und Verfahrenskosten AVG **CHF 0 (0%)**
- Debitorenverlust **CHF -23'857.85 (-3%)**

Total der beiden Bereiche CHF 779'348.62

Ausgaben

Im Jahr 2024 hatte die PBKF im Vergleich zu 2023 geringere Ausgaben, die Mittelzuweisung blieb jedoch unverändert.

Die Mittelaufteilung im «Anwendungsbereich» sieht wie folgt aus: Personalkosten und Sozialversicherungsbeiträge; Gebühren für die BIF-EntsG-Kontrollen; Sonstige Ausgaben, Miete und Sekretariatskosten; Sonstige Vergütungen.

Die prozentualen Anteile sind in beiden Jahren nahezu identisch, mit Ausnahme derjenigen der BIF-EntsG-Kontrollen, da die PBKF vom BIF eine Rückerstattung wegen nicht ausgeführter Kontrollen erhielt.

Im Unterschied zu 2024 weist das Jahresergebnis 2024 daher einen Gewinn auf.

Ausgaben im Bereich AUSBILDUNG: CHF 35'609.65

Ausgaben im Bereich ANWENDUNG: CHF 743'739.02

Total der beiden Bereiche: CHF 779'348.67

Der stellvertretende Vorsitzende fragt, ob es Fragen zu diesen Jahresabschlüssen für 2024 gibt, und da dies nicht der Fall ist, bittet er Frau Valérie Ngon, den Prüfbericht zu verlesen.

4. Revisionsbericht und Genehmigung der Jahresrechnung 2024

Im Namen von SwissAudit (Mittelland) SA erklärt Frau Valérie Ngon, dass die Prüfung für das am 31. Dezember 2024 endende Geschäftsjahr gemäss dem Schweizer Standard für eingeschränkte Revision durchgeführt wurde. Bei der Prüfung der Jahresrechnung hat die Revisionsstelle keinerlei Elemente festgestellt, die darauf hinweisen könnten, dass die Jahresrechnung nicht dem schweizerischen Gesetz und den Statuten entspricht.

Der stellvertretende Vorsitzende dankt Frau Valérie Ngon und beantragt die Genehmigung der Jahresrechnung 2024 und des Revisionsberichts von SwissAudit (Mittelland) SA sowie die Entlastung des Vorstandes per Handhochheben. Beide werden einstimmig angenommen.

Der stellvertretende Vorsitzende dankt auch Burim Ramaj und seinem gesamten Team für die ordnungsgemässe Führung der Konten und den reibungslosen Ablauf innerhalb von der PBKF.

5. Budget 2026

Für die Präsentation des Budgets 2026 erteilt der stellvertretende Vorsitzende erneut das Wort an Burim Ramaj.

Das Budget 2026 wurde, wie auf Seite 25 des Jahresberichts 2024 angegeben, nach dem gleichen Muster wie das Budget 2025 erstellt.

In diesem Jahr gibt es allerdings eine kleine Änderung, da während dem Jahresgespräch mit dem Parifonds mitgeteilt wurde, dass die Verwaltungskosten (Position 6700 «Sonstige Kosten») nicht auf bisherige Weise abgerechnet werden können, da dies gegen das Finanzreglement des Parifonds verstosse.

Das Sekretariat schlägt das Budget vor, wie auf Seite 25 des Jahresberichts 2024 erwähnt. Dieses Budget 2026 wird vom Vorstand genehmigt, jedoch vorbehaltlich möglicher Änderungen an internen Budgetpositionen. Das vorgelegte Budget ergibt somit Gesamteinnahmen von CHF 810'300,00. Unter den Ausgaben müssen die CHF 112'000,00 (Position 6700 «Sonstige Kosten») gemäss dem Parifonds-Modell auf die entsprechenden Budgetpositionen umverteilt werden.

Für den Bereich «GAV-Anwendungsbereich» wurden CHF 645'000,00 bereitgestellt. In der gedruckten Version ist ein kleiner Fehler enthalten: Position «3195» sollte nicht -10'000,00, sondern -20'200,00 lauten, was zu einem Nettoverlust von 0 führt. Der Forderungsverlust beträgt jedoch tatsächlich -CHF 20'200,00.

David Valterio gibt an, sich mit dem Parifonds getroffen zu haben, um diesbezüglich eine Lösung zu finden. François Clément schlägt vor, dieses Budget vorbehaltlich der Genehmigung des neuen Budgets zu verabschieden. Das vorgelegte Budget ist hinsichtlich beider Bereiche und des neuen Parifonds-Modells identisch.

Der stellvertretende Vorsitzende erklärt, dass angesichts der anhaltenden geopolitischen Probleme im Zusammenhang mit dem annullierten Mietwert, die Anzahl der Kontrollen in Zukunft voraussichtlich steigen wird und daher mehr Mittel für diese Kontrollen benötigt werden. Es ist verständlich, dass der Parifonds Vergleiche mit den verschiedenen Regionen durchführt, und es ist festzuhalten, dass die Gespräche mit ihnen positiv verliefen. Da sich die Berechnungsmethode jedoch ändert, muss dies berücksichtigt werden.

Der stellvertretende Vorsitzende fragt, ob es weitere Fragen oder Anmerkungen zu diesem Budget gibt, was nicht der Fall ist. Er dankt Burim Ramaj und seinem Team für ihre Arbeit und schlägt vor, das Budget 2026 in der vorliegenden Form per Handzeichen anzunehmen.

Entscheid: Das Budget 2026 wird einstimmig angenommen.

6. Statutarische Ernennungen (Vorsitz und Kontrollorgan)

Burim Ramaj gibt bekannt, dass Präsident und Vizepräsident – analog zum Fribourgfonds Construction (FFC) – unverändert bleiben würden. Das Mandat an Swissaudit (Mittelland) ist jedoch zu erneuern.

Der stellvertretende Vorsitzende spricht im Namen von Marc Pache und teilt mit, dass letzterer im Amt bleiben werde. Er dankt Marc Pache (Präsident) und François Clément (Vizepräsident) für ihren Einsatz und ihre Mühen. Anschliessend bittet er um Zustimmung zur Mandatsverlängerung mit Swissaudit (Mittelland). Demnach legt der stellvertretende Vorsitzende der Versammlung noch einen letzten Punkt vor: Die Genehmigung per Handhochheben der Fortführung des Mandats der SwissAudit (Mittelland) SA, was auch einstimmig angenommen wird.

7. Revision der Statuten und Reglemente

Burim Ramaj präsentiert die geänderten Statuten und Reglemente (die bisherigen von 2010 und die neuen von 2025) mit dem aktuellen Logo. Die Statuten selbst wurden nur geringfügig geändert, die Reglemente hingegen, insbesondere der Sitz und die Adresse, wurden grundlegend überarbeitet.

Formal ist anzumerken, dass die Statuten 2010 von der Gründungsversammlung verabschiedet und am 25. August 2025 vom Vorstand überarbeitet wurden. Sie treten am 1. Januar 2026 in Kraft und ersetzen alle vorherigen Statuten (sowie die zugehörigen Reglemente). Der stellvertretende Vorsitzende bittet um Zustimmung per Handzeichen, was einstimmig erfolgt. Er dankt Burim Ramaj und seinem gesamten Team. Anschliessend lädt er die Betroffenen ein, die Dokumente zu einem späteren Zeitpunkt zu unterzeichnen, da nicht alle Unterzeichnungsberechtigten anwesend sind.

8. Verschiedenes

Germain Wicht teilt den Anwesenden mit, dass es zu diesem Punkt nichts zu besprechen gäbe, da keine Wortmeldungen vorlägen.

Der stellvertretende Vorsitzende dankt allen für ihre Teilnahme und dem PBKF-Team für ihre Arbeit. Er räumt ein, dass die Durchführung von Kontrollen eine komplexe Aufgabe sei, sie den Unternehmen aber die Möglichkeit gebe, ihr Bestes zu tun, um die Einhaltung der Vorschriften sicherzustellen. Der stellvertretende Vorsitzende schliesst die Sitzung um 17:50 Uhr.

Paritätische Berufskommission
Freiburg
des Bauhauptgewerbes

Véronique Grandjean
Administrative Mitarbeiterin



RÉTROSPECTIVE //

Sujets traités et validés par le comité au cours de ses séances annuelles à savoir :

Février // 11.02

- Confirmation que les procédures concernant les tâches de la compliance se font à la CPPF d'après les statuts et le règlement de fonctionnement et respectent les éléments relatifs à un système de contrôle interne (SCI).
- Mandat du responsable de la mise en place d'un SCI formel.

24.02

- Proposition de faire une révision partielle des statuts et de créer une version allemande.
- Le modèle établi par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et la Commission paritaire suisse d'application du secteur principal de la construction (CPSA) sera repris pour la nouvelle convention avec l'Inspectorat chantiers Fribourg (ICF).
- La mise en place (formelle) du SCI proposée est acceptée.
- Par suite du départ d'une collaboratrice, une annonce sera faite pour l'emploi d'une nouvelle personne (pour un taux entre 60 et 80 %).
- Les propositions concernant l'annexe de canicule, qui doit être ajoutée à la convention collective (CCT) locale, doivent être révisées.

Mai // 05.05

- Etant donné que les statuts n'ont pas été actualisés depuis 2010, les différentes actualisations prévues sont validées d'abord par le comité.
- Clarification de la nouvelle convention avec l'ICF.
- Concernant l'exigence du Parifonds d'avoir un système de contrôle interne (SCI) formel, le comité établit une confirmation SCI qui sera signée par le président et responsable.
- Information et approbation des comptes annuels 2024 y compris les détails des comptes et les écarts importants par rapport à l'année précédente et au budget. Il en résulte un bénéfice de CHF 64'292,53.

Août // 25.08

- Concernant la révision des statuts, il est décidé que les statuts et les règlements relatifs seront signés le 2 octobre 2025. Les nouveaux statuts entrent en vigueur le 1er janvier 2026.
- Information, qu'une nouvelle personne est engagée et qu'elle commencera le 1er novembre 2025. La nouvelle collaboratrice est juriste d'entreprise, elle parle plusieurs langues et travaillera à un taux de 60%.
- Le comité accepte le budget 2026 présenté avec des produits et de charges de CHF 810,30 ce qui donnera un résultat nul.

Novembre // 17.11

- Vu qu'entre la CPPF et l'ICF il n'y a plus de convention écrite depuis 2017, il est décidé de prioriser ce sujet. L'intérêt de signer la convention avant Noël repose sur la validité de la CN actuelle.
- Le programme annuel des séances 2026 est discuté afin de mieux anticiper et planifier les thématiques futures.

RETROSPEKTIVE //

Vom Ausschuss während seiner jährlichen Sitzungen behandelte und validierte Themen:

Februar // 11.02

- Bestätigung, dass die Compliance-Verfahren bei der PBKF gemäss den Statuten und Betriebsregeln durchgeführt werden und den Anforderungen eines internen Kontrollsystems (IKS) entsprechen.
- Auftrag an den Verantwortlichen, einen formellen IKS zu implementieren.

24.02

- Vorschlag zur teilweisen Überarbeitung der Statuten und Erstellung einer deutschsprachigen Fassung.
- Das vom Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) und der Schweizerischen Paritätischen Vollzugskommission Bauhauptgewerbe (SVK) entwickelte Modell wird für die neue Vereinbarung mit dem Baustelleninspektorat Freiburg (BIF) verwendet.
- Die (formale) Umsetzung des vorgeschlagenen IKS wird akzeptiert.
- Nach dem Austritt einer Mitarbeiterin wird eine Stellenausschreibung für eine neue Person (zu einer Anstellung zwischen 60 und 80%) veröffentlicht.
- Vorschläge bezüglich des Anhangs zu den Hitzewellen, das dem lokalen Gesamtarbeitsvertrag (GAV) beigefügt werden soll, sollen überarbeitet werden.

Mai // 05.05

- Da die Statuten seit 2010 nicht aktualisiert wurden, werden die verschiedenen geplanten Aktualisierungen zunächst vom Vorstand genehmigt.
- Klarstellung der neuen Vereinbarung mit dem BIF.
- Bezüglich der Anforderung des Parifonds, ein formelles internes Kontrollsystem (IKS) einzurichten, erstellt der Ausschuss eine IKS-Bestätigung, die vom Vorsitzenden und dem Geschäftsführer unterzeichnet wird.
- Vorlage und Genehmigung der Jahresrechnung 2024, einschliesslich der detaillierten Angaben zu den Konten und den wesentlichen Abweichungen gegenüber dem Vorjahr und dem Budget. Daraus ergibt sich ein Gewinn von CHF 64'292.52.

August // 25.08

- Bezüglich der Statutenrevision wird beschlossen, dass die Statuten und die zugehörigen Reglemente am 2. Oktober 2025 unterzeichnet werden. Die neuen Statuten treten am 1. Januar 2026 in Kraft.
- Information, dass eine neue Mitarbeiterin eingestellt wird, die ihre Tätigkeit am 1. November 2025 aufnimmt. Sie ist Unternehmensjuristin, spricht mehrere Sprachen und wird in Teilzeit zu 60 % arbeiten.
- Der Vorstand genehmigt das präsentierte Budget 2026 mit Einnahmen und Ausgaben, die sich auf CHF 810.30 belaufen und zu einem Jahresergebnis von 0 führen.

November // 17.11

- Da zwischen der PBKF und dem BIF seit 2017 keine schriftliche Vereinbarung besteht, wird beschlossen, diesem Thema Priorität einzuräumen. Das Interesse, die Vereinbarung vor Weihnachten zu unterzeichnen, hängt von der Gültigkeit des aktuellen LMV ab.
- Das Jahresprogramm der Sitzungen für das Jahr 2026 wird erörtert, um zukünftige Themen besser vorhersehen zu können.

INFORMATIONS SUR LES DOSSIERS TRAITÉS ET CLÔTURÉS //

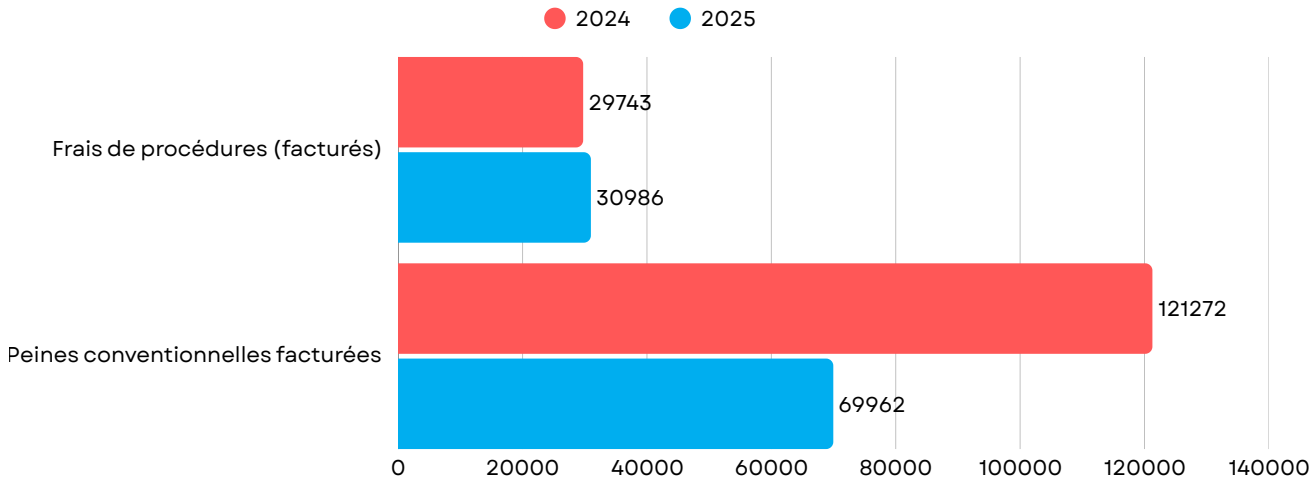
En 2025, le Bureau d'application s'est réuni à six reprises pour analyser les dossiers présentés par le secrétariat. Les principaux manquements constatés sont les heures supplémentaires pas majorées à 25% ou pas soldées au 30 avril. Des erreurs administratives sont souvent remarquées comme par exemple les classes de salaire qui manquent ou des taux vacances pas justes par rapport à l'âge du collaborateur.

La CPPF a contrôlé 39 entreprises du gros œuvre par rapport au respect de la CN. Ce chiffre inclut 13 entreprises ayant détaché des travailleurs cette année. Cependant, aucune société de location de services n'a été contrôlée. Durant cette année, le Bureau d'application a prononcé des peines conventionnelles pour un montant de CHF 69'962.70 et à facturer des frais de procédure pour une somme de CHF 30'986.45. Comme l'année précédente, seuls les contrôles d'entreprise terminés et les montants encaissés ont été répertoriés cette année. Le résultat final est inférieur aux prévisions.

Les peines conventionnelles sont calculées selon l'aide de calcul pour la fixation des peines conventionnelles mise à disposition par la Commission paritaire suisse d'application et le Bureau d'application s'y conforme. Quant aux frais de procédure administrative, ils sont calculés selon un tarif horaire moyen approuvé par la Commission paritaire suisse d'application.

Selon la base de données **Baticontrol** voici, ci-après, les indications relatives aux dossiers clôturés le 31 décembre 2025 comparés aux dossiers clôturés le 31 décembre 2024.

Comparaison des revenus 2024/2025



INFORMATIONEN ZU BEARBEITETEN UND ABGESCHLOSSENEN DOSSIERS //

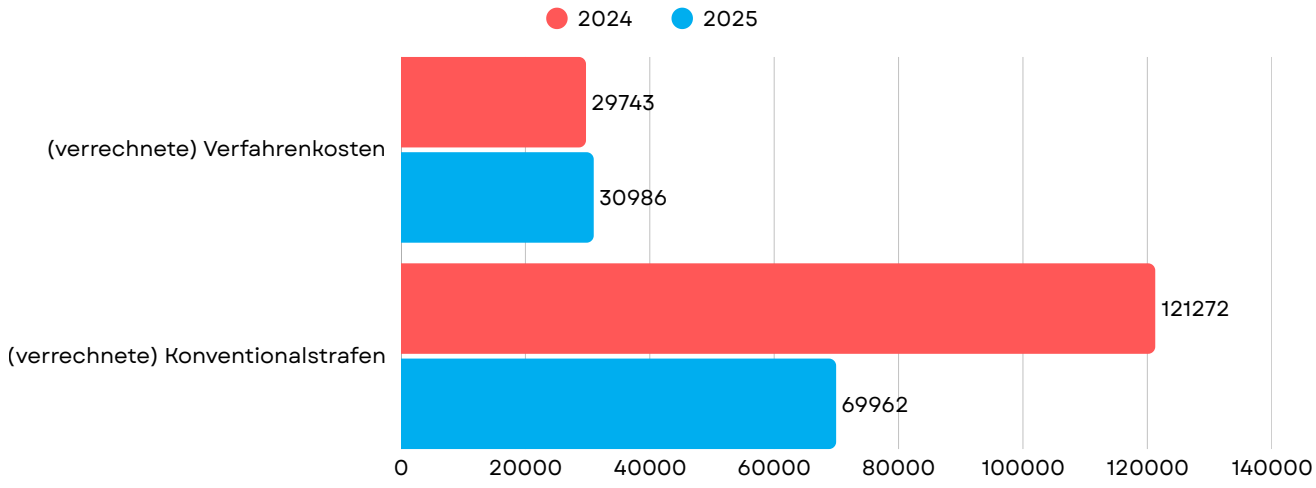
Im Jahr 2025 hat das Vollzugsbüro sechs Sitzungen abgehalten, um die vom Sekretariat vorgelegten Dossiers zu analysieren. Wie in den Vorjahren bezogen sich die hauptsächlichen Fehlverhalten auf Überstunden, die nicht mit einem Zuschuss von 25 % oder nicht bis zum 30. April bezahlt wurden. Häufig fallen auch Verwaltungsfehler auf, etwa fehlende Lohnklassen oder nicht altersgerechte Urlaubssätze.

Die PBKF kontrollierte 39 Bauunternehmen im Hinblick auf die Einhaltung des LMV. In dieser Zahl sind im vorliegenden Jahr 13 Unternehmen enthalten, die Arbeitnehmer entsendet haben. Allerdings wurden keine Personalverleihunternehmen kontrolliert. Das Vollzugsbüro verhängte in diesem Jahr Konventionalstrafen in Höhe von CHF 69’962.70 und stellte Verfahrenskosten in Höhe von 30’986.45 in Rechnung. Wie im Vorjahr wurden auch dieses Jahr lediglich die vollendeten Unternehmenskontrollen bzw. die eingenommenen Beträge aufgeführt. Im Endergebnis sind die Gesamteinnahmen tiefer ausgefallen.

Konventionalstrafen werden nach der von der Schweizerischen Paritätischen Vollzugskommission zur Verfügung gestellten Berechnungshilfe zur Festsetzung von Konventionalstrafen berechnet und vom Vollzugsbüro befolgt. Die Verwaltungskosten werden nach einem von der Schweizerischen Paritätischen Vollzugskommission genehmigten durchschnittlichen Stundensatz berechnet.

Laut der Datenbank von **Baticontrol** finden Sie unten die Angaben zu den am 31. Dezember 2025 abgeschlossenen Dossiers als Vergleich zu den entsprechenden Zahlen vom 31. Dezember 2024.

Einkommensvergleich 2024/2025



DÉTAIL DES CONTRÔLES // DETAILS DER KONTROLLEN

Selon la base de données sur Baticontrol au 31.12.2025

Entsprechend der Datenbank von Baticontrol per 31.12.2025

TOTAL DES 3 DOMAINES // TOTAL DER 3 BEREICHE

	2024	2025
Entreprises contrôlées *Kontrollierte Unternehmungen*	19	39
Travailleurs contrôlés *Kontrollierte Mitarbeiter*	133	213
Peines conventionnelles (facturées) *(verrechnete) Konventionalstrafen*	121'272.85	69'962.70
Frais de contrôle et de procédure (facturés) *(verrechnete) Kontroll- und Verfahrenskosten*	29'743.70	30'986.45

Convention collective (CN) //Landesmantelvertrag (LMV)

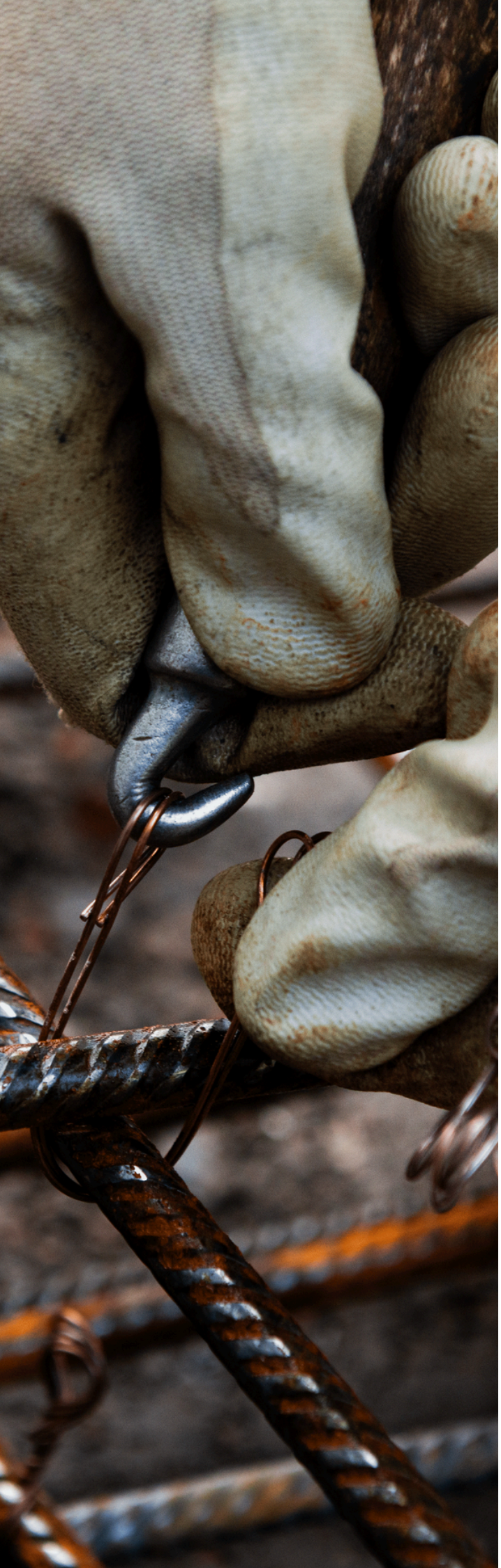
	2024	2025
Entreprises contrôlées *Kontrollierte Unternehmungen*	19	26
Travailleurs contrôlés *Kontrollierte Mitarbeiter*	133	192
Peines conventionnelles (facturées) *(verrechnete) Konventionalstrafen*	121'272.85	66'415.00
Frais de contrôle et de procédure (facturés) *(verrechnete) Kontroll- und Verfahrenskosten*	29'743.70	30'401.45

Location de services (LSE) // Personalverleih (AVG)

	2024	2025
Entreprises contrôlées *Kontrollierte Unternehmungen*	0	0
Travailleurs contrôlés *Kontrollierte Mitarbeiter*	0	0
Peines conventionnelles (facturées) *(verrechnete) Konventionalstrafen*	0	0
Frais de contrôle et de procédure (facturés) *(verrechnete) Kontroll- und Verfahrenskosten*	0	0

Travailleurs détachés (LDét) // Entsendegesetz (EntsG)

	2024	2025
Entreprises contrôlées *Kontrollierte Unternehmungen*	0	13
Travailleurs contrôlés *Kontrollierte Mitarbeiter*	0	21
Peines conventionnelles (facturées) *(verrechnete) Konventionalstrafen*	0	3'547.70
Frais de contrôle et de procédure (facturés) *(verrechnete) Kontroll- und Verfahrenskosten*	0	585.00



INSPECTORAT CHANTIERS FRIBOURG – EN RESUMÉ //

L'année 2025 a été marquée par le renforcement des effectifs de l'Inspectorat chantiers Fribourg (ICF) avec l'arrivée d'une nouvelle inspectrice, succédant à un départ intervenu fin 2024. Cette intégration a nécessité une phase de formation au premier trimestre, sans pour autant freiner l'activité opérationnelle.

Dès le mois de janvier, les contrôles ont été soutenus, notamment avec une nette augmentation des interdictions provisoires d'accès aux chantiers, au nombre de 23 sur l'année, contre 10 en 2024. Les contrôles liés à la lutte contre le travail au noir se sont déroulés de manière homogène tout au long de l'année, donnant lieu à 303 rapports. La collaboration avec la Police cantonale et le Service public de l'emploi (SPE) s'est poursuivie et renforcée à travers des formations, des rencontres interservices et des contrôles communs.

Le nombre d'annonces relatives aux travailleurs détachés a diminué de 16 %, confirmant une tendance à la baisse, notamment due au contexte économique et à la situation géographique du canton. Les problématiques salariales et sociales demeurent toutefois centrales dans les contrôles effectués.

Sur le plan environnemental, l'ICF a poursuivi l'élargissement progressif de ses missions, intégrant en 2025 les contrôles des chantiers comportant plus de trois forages géothermiques, en lien avec les préavis du Service de l'énergie. Les contrôles effectués le samedi se sont maintenus ; bien que complexes, ils restent indispensables pour assurer le respect du cadre légal.

Dans un contexte où le travail illégal représente un enjeu économique et social majeur, l'ICF a poursuivi sa coopération étroite avec le SPE afin de lutter efficacement contre ce phénomène. Au terme de l'exercice, l'ensemble des objectifs fixés pour 2025 a été atteint. Le professionnalisme, l'engagement et la qualité du travail des collaborateurs de l'ICF, ainsi que leur rôle pédagogique sur les chantiers, méritent une reconnaissance particulière.

Jean-Baptiste Aubry
Directeur de l'ICF



BAUSTELLEN-INSPEKTORAT FREIBURGZUSAMMEN FASSUNG //

Das Jahr 2025 war geprägt durch die Verstärkung des Baustelleninspektorats Freiburg (ICF) mit dem Eintritt einer neuen Inspektorin, die einen Abgang von Ende 2024 ersetzte. Diese Integration erforderte im ersten Quartal eine intensive Ausbildungsphase, ohne jedoch die operative Tätigkeit zu beeinträchtigen.

Bereits ab Januar wurde eine hohe Kontrolltätigkeit verzeichnet, insbesondere mit einer deutlichen Zunahme der provisorischen Arbeitsplatzzugangssperren. Insgesamt wurden im Jahr 2025 23 solche Massnahmen ausgesprochen, gegenüber 10 im Jahr 2024. Die Kontrollen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit verliefen während des gesamten Jahres gleichmässig und führten zu insgesamt 303 Kontrollberichten. Die Zusammenarbeit mit der Kantonspolizei und dem Amt für den Arbeitsmarkt (AMA) wurde durch Ausbildungen, dienstübergreifende Treffen und gemeinsame Kontrollen weiter gefestigt.

Die Anzahl der Meldungen betreffend entsandte Arbeitnehmer ist um 16 % zurückgegangen. Diese Entwicklung bestätigt den rückläufigen Trend, der insbesondere auf das wirtschaftliche Umfeld und die geografische Lage des Kantons zurückzuführen ist. Ungeachtet dessen bleiben lohn- und sozialrechtliche Fragestellungen ein zentrales Thema der Kontrolltätigkeit.

Im Umweltbereich wurden die Aufgaben des ICF schrittweise erweitert. Im Jahr 2025 wurden neu Kontrollen von Baustellen mit mehr als drei geothermischen Bohrungen eingeführt, in Verbindung mit den Stellungnahmen des Amts für Energie (AFE). Die Samstagkontrollen wurden weitergeführt; trotz ihrer erhöhten Komplexität sind sie für die Sicherstellung der Einhaltung der gesetzlichen Vorgaben unerlässlich.

Angesichts der wirtschaftlichen und sozialen Bedeutung der illegalen Arbeit setzt das ICF die enge Zusammenarbeit mit dem AMA konsequent fort, um dieses Phänomen wirksam einzudämmen. Insgesamt wurden die für das Jahr 2025 festgelegten Ziele vollständig erreicht. Der Professionalität, dem Engagement sowie der pädagogischen Arbeit der Mitarbeitenden des ICF auf den Baustellen gilt besonderer Dank.

Jean-Baptiste Aubry
Direktor des ICF

COMPARAISON DES COMPTES 2024/25 //

Le détail des comptes ainsi que les pièces justificatives sont à la disposition des membres.

Bilan de clôture		COMPTES 2024	BUDGET 2026	COMPTES 2025
ACTIF				
1000	Caisse	104.65		104.65
1010	Poste/Banque	369 149.66		208 059.74
1100	Débiteurs	63 327.15		84 354.80
1109	Ducroire	-24 100.00		-59 400.00
1300	Actifs transitoires	452 449.47		90 134.71
Total des actifs		**860 930.93**		**323 253.90**
PASSIF				
2000	Créanciers	657 288.80		184 453.90
2300	Passifs transitoires	68 642.13		3 800.00
2450	Prêts Parifonds Construction	135 000.00		135 000.00
Total des passifs		**860 930.93**		**323 253.90**

Compte de résultat et budgets				
Produits domaine formation				
3000	Contribution Parifonds Construction à la formation	29 500.00	29 500.00	29 500.00
Total produits domaine formation		**29 500.00**	**29 500.00**	**29 500.00**
Produits domaine application				
3100	Contribution Parifonds Construction à l'application	622 207.47	695 000.00	700 167.24
3110	Peines conventionnelles	121 272.85	65 000.00	66 415.00
3120	Frais de procédures	29 743.70	30 000.00	30 401.45
3140	Produits peines conventionnelles LDét	0.00	3 500.00	3 547.70
3150	Produits frais de procédure LDét	0.00	2 500.00	585.00
3160	Produits peines conventionnelles Location service	0.00	1 500.00	0.00
3170	Produits frais procédure Location service	0.00	1 500.00	0.00
3175	Remboursement frais Tribunal	180.00	500.00	1 500.00
3180	Recettes sur dédommagements à parties adverses	207.05	500.00	2 882.15
3195	Pertes sur débiteurs	-23 857.85	-20 200.00	-35 300.00
Total produits domaine application		**749 753.22**	**779 800.00**	**770 198.54**
Produits autres				
3600	Produits divers	1 264.50	1 000.00	0.00
Total produits autres		**1 264.50**	**1 000.00**	**0.00**
Total produits domaine d'application		**751 017.72**	**780 800.00**	**770 198.54**
TOTAL PRODUITS DES DEUX DOMAINES		**780 517.72**	**810 300.00**	**799 698.54**

		COMPTES 2024	BUDGET 2026	COMPTES 2025
Frais domaine formation				
Promotion de la relève / formation initiale				
4021	Prestations aux apprentis	30 729.65	28 000.00	24 811.40
Total promotion de la relève / formation initiale		**30 729.65**	**28 000.00**	**24 811.40**
Frais administratifs formation				
4060	Secrétariat formation	4 880.00	4 800.00	4 500.00
Total frais administratifs formation		**4 880.00**	**4 800.00**	**4 500.00**
Total frais domaine formation		**35 609.65**	**32 800.00**	**29 311.40**
Frais domaine application CCT				
4100	Indemnisations commissions	17 487.50	22 500.00	15 037.50
4101	Remboursement de frais	911.05	2 000.00	336.00
4115	Contribution matériel apprentis	480.00	500.00	645.00
4120	Contrôles d'assujettissement CN	19 520.00	20 000.00	17 800.00
4130	Contrôles compt. salaires CN	489 333.85	480 000.00	609 474.40
4140	Contrôles LDét	-11 195.90	20 000.00	17 458.15
4150	Contrôles Location service	4 880.00	5 000.00	4 500.00
4160	Autres mandats	60 000.00	60 000.00	60 000.00
4165	Frais administratifs	29 290.70	30 000.00	29 600.00
4170	Taxes / frais judiciaires	2 294.80	2 500.00	1 738.35
4180	Honoraires tiers (juristes, avocats)	0.00	2 500.00	0.00
Total frais domaine application CCT		**613 002.00**	**645 000.00**	**756 589.40**
Frais de bureau en général				
6500	Secrétariat	3 784.60	4 500.00	3 544.05
6520	Prestations de tiers	1 170.50	3 000.00	1 383.65
6530	Copies, papier, matériel de bureau	3 333.35	4 500.00	2 831.15
6540	Imprimés	2 913.62	3 500.00	784.85
6550	Frais de port et taxes	925.80	1 000.00	1 470.54
6560	Contributions à des tiers	3 783.50	4 000.00	3 783.50
Total frais de bureau en général		**15 911.37**	**20 500.00**	**13 797.74**
Frais administratifs				
6700	Autres charges	114 825.65	112 000.00	0.00
Total frais administratifs		**114 825.65**	**112 000.00**	**0.00**
Total frais en général		**130 737.02**	**132 500.00**	**13 797.74**
Total frais domaine application CCT		**743 739.02**	**777 500.00**	**770 387.14**
TOTAL CHARGES DES DEUX DOMAINES		**779 348.67**	**810 300.00**	**799 698.54**
Rétrocession Parifonds		**64 292.53**		**-90 074.71**

COMMENTAIRES SUR LES PRODUITS ET LES CHARGES 2025 //

Présentation

La Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise du secteur principal de la construction est une association au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse.

Principe comptable

Les états financiers de la Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise du secteur principal de la construction ont été établis conformément aux règlements de financement des CPP locales du secteur principal de la construction (CPSA), aux dispositions applicables du Code des obligations et aux Recommandations relatives à la présentation des comptes selon SWISS GAAP RPC 21. Le contrôle a été effectué selon la Norme suisse relative au contrôle restreint.

Produits

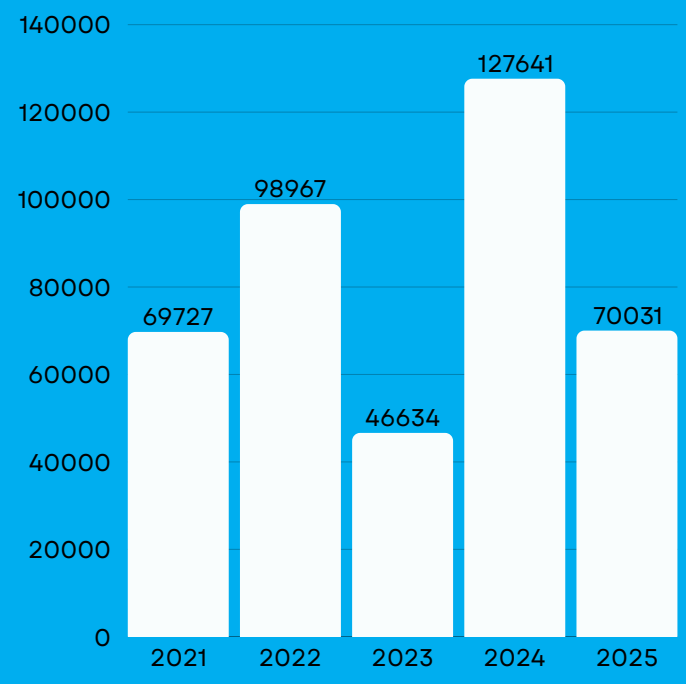
Total des produits : CHF 799'698.54

Produits domaine Formation : CHF 29'500.00
Les produits du compte formation proviennent de la contribution du Parifonds Construction.

Produits domaine Application : CHF 770'198.54
Le résultat des produits du domaine d'application se compose, après la rétrocession positive de l'exercice, de la contribution du Parifonds Construction, soit CHF 700'167.24, des produits des contrôles CN, LSE, LDét, autres produits et d'une perte sur débiteurs ce qui donne un total de CHF 70'031.30.

Explication de la contribution du Parifonds Construction
La contribution de ce Fonds paritaire sert à couvrir les frais d'application et de contrôles de la CN, y compris les LSE et les LDét ainsi que le fonctionnement de la Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise. En 2025, le Fonds a versé la somme de CHF 700'167.24. Ce montant comprend la contribution de formation de CHF 29'500.00.

PRODUITS DES CONTRÔLES // EINNAHMEN DER KONTROLLEN



Charges

Total des charges : CHF 799'698.54

Frais domaine Formation : CHF 29'311.40
Les frais de ce domaine concernent les prestations allouées aux apprentis, comme par exemple les caisses à outils.

Frais domaine Application : CHF 770'387.14
Le total de ces frais se rapportent aux points suivants :

- les charges salariales et sociales du secrétariat (4.00 EPT) pour l'application de la CN
- le mandat de l'Inspectorat chantiers Fribourg relatif aux contrôles des chantiers se rapportant à la CN et aux LDét
- le versement d'indemnités aux représentations pour l'application de la CN
- les frais de séances
- les locaux, la maintenance informatique
- les frais administratifs, frais en général.

Par rapport au budget 2025, le total des charges est inférieur de CHF 34'801.46 (4.17%). Cette diminution provient principalement des centres de charges indemnisations aux commissions pour les frais de séances et des contrôles LDét.

Résultat de l'exercice

Le résultat de l'exercice 2025 s'est élevé à **CHF -90'074.71**. Pour des raisons fiscales, ce montant a été repris par Parifonds Construction afin d'obtenir un résultat à zéro. Cette restitution touche les comptes 2300 « Actifs transitoires » et 3100 « Contribution du Parifonds Construction ».

KOMMENTARE ZUR JAHRESRECHNUNG 2025 //

Vorstellung
Die Paritätische Berufskommission Freiburg des Bauhauptgewerbes ist ein Verein im Sinne von Artikel 60 ff. des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs.

Rechnungslegungsgrundsatz
Die Jahresabschlüsse der Paritätischen Berufskommission Freiburg des Bauhauptgewerbes wurden gemäss dem Finanzierungsreglement der lokalen PBK des Bauhauptgewerbes (SVK), den anwendbaren Bestimmungen des Obligationenrechts und den Empfehlungen zur Rechnungslegung nach SWISS GAAP FER 21 erstellt. Die Rechnungsprüfung erfolgte gemäss Schweizer Standard zur eingeschränkten Revision.

Einnahmen

Gesamteinnahmen: CHF 799'698.54

Einnahmen im Bereich Ausbildung:
CHF 29'500.00
Die Einnahmen des Postens Ausbildung stammen aus dem Parifonds Bau.

Einnahmen im Bereich Anwendung:
CHF 770'198.54

Das Ergebnis bei den Einnahmen im Bereich Anwendung setzt sich nach der positiven Rückübertragung des Geschäftsjahres aus dem Beitrag des Parifonds Bau, also CHF 700'167.24, aus Einnahmen aus den Kontrollen LMV, AVG, EntsG, aus weiteren Einnahmen sowie aus einem Debitorenverlust zusammen, was ein Total von CHF 70'031.30 ergibt.



Erklärung des Beitrags des Parifonds Bau
Der Beitrag dieses paritätischen Fonds dient zur Deckung der Anwendungs- und Kontrollkosten des LMV inklusive AVG und EntsG sowie der Betriebskosten der Paritätischen Berufskommission Freiburg. 2025 überwies der Fonds einen Betrag von CHF 700'167.24, in welchem der Ausbildungsbeitrag von CHF 29'500.00 enthalten ist.

Ausgaben

Gesamtausgaben: CHF 799'698.54

Kosten im Bereich Ausbildung: CHF 29’311.40
Die Kosten in diesem Bereich betreffen die Leistungen, die für die Lehrlinge erbracht werden, beispielsweise die Werkzeugkisten.

Kosten im Bereich Anwendung: CHF 770'387.14
In diesem Bereich betreffen die Gesamtkosten die folgenden Punkte:

- Die Lohn- und Sozialkosten der Geschäftsstelle (4.00 VZÄ) für die Anwendung des LMV
- Das Mandat des Baustelleninspektorats Freiburg für die Baustellenkontrollen in Bezug auf LMV und EntsG
- Die Zahlung von Entschädigungen für die Vertretungen für die Anwendung des LMV
- Die Sitzungskosten
- Die Räume, die IT-Wartung
- Die Administrativkosten, Gemeinkosten.

Die Ausgaben liegen um CHF 34'801.46 (4.17%) unter dem für 2025 budgetierten Betrag. Diese Abnahme ergibt sich grösstenteils aus den Kostenträgern Entschädigungen an Kommissionen für Sitzungskosten und Kontrollen EntsG.

Jahresergebnis

Das Jahresergebnis 2025 beträgt **CHF -90'074.71**. Aus steuertechnischen Gründen wurde dieser Betrag dem Parifonds Bau übernommen, um ein Jahresergebnis gleich null zu erhalten. Diese Rückübertragung betrifft die Posten 2300 «Transitorische Aktiven» und 3100 «Beitrag des Parifonds Bau».

RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE //

A l'attention de l'Assemblée générale
de la Commission professionnelle paritaire
fribourgeoise du secteur principal de la
construction
Rte de de l'Industrie 71
1791 Courtaman

Fribourg, le 29 avril 2026

Rapport de l'organe de révision pour l'exercice s'arrêtant au 31 décembre 2025

En notre qualité d'organe de révision, nous avons contrôlé les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de la Commission professionnelle paritaire fribourgeoise du secteur principal de la construction pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2025.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels incombe au comité alors que notre mission consiste à contrôler ces comptes. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément et d'indépendance.

Notre contrôle a été effectué selon la Norme suisse relative au contrôle restreint. Cette norme requiert de planifier et de réaliser le contrôle de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées. Un contrôle restreint englobe principalement des auditions, des opérations de contrôle analytiques ainsi que des vérifications détaillées appropriées des documents disponibles dans l'entreprise contrôlée. En revanche, des vérifications des flux d'exploitation et du système de contrôle interne ainsi que des auditions et d'autres opérations de contrôle destinées à détecter des fraudes ou d'autres violations de la loi ne font pas partie de ce contrôle.

Lors de notre contrôle, nous n'avons pas rencontré d'élément nous permettant de conclure que les comptes annuels ne sont pas conformes à la loi suisse et aux statuts.

SwissAudit SA
Valérie Ngon
Experte-réviseur agréée
Réviseur responsable

Annexes :
Bilan au 31.12.2025
Compte de résultat 2025
Annexe aux comptes selon l'art. 959c CO

SwissAudit SA – Route du Jura 37A – 1700 Fribourg – Tél. +41 26 347 12 50 – www.swissaudit.ch

COMPARAISON DES BUDGETS 2026/27 //

PRODUITS		COMPTES 2025	BUDGET 2026	BUDGET 2027
Produits domaine formation				
3000	Contribution Parifonds Construction à la formation	29 500.00	29 500.00	29 500.00
Total produits domaine formation		**29 500.00**	**29 500.00**	**29 500.00**
Produits domaine application				
3100	Contribution Parifonds Construction à l'application	700 167.24	695 000.00	695 000.00
3110	Peines conventionnelles	66 415.00	65 000.00	65 000.00
3120	Frais de procédures	30 401.45	30 000.00	30 000.00
3140	Produits peines conventionnelles LDét	585.00	3 500.00	1 000.00
3150	Produits frais de procédure LDét	3 547.70	2 500.00	2 500.00
3160	Produits peines conventionnelles Location service	0.00	1 500.00	500.00
3170	Produits frais procédure Location service	0.00	1 500.00	500.00
3175	Remboursement frais Tribunal	1 500.00	500.00	500.00
3180	Recettes sur dédommagements à parties adverses	2 882.15	500.00	500.00
3195	Pertes sur débiteurs	-35 300.00	-20 200.00	-20 000.00
Total produits domaine application		**770 198.54**	**779 800.00**	**775 500.00**
Produits autres				
3600	Produits divers	0.00	1 000.00	1 000.00
Total produits autres		**0.00**	**1 000.00**	**1 000.00**
TOTAL PRODUITS DES DEUX DOMAINES		**799 698.54**	**810 300.00**	**806 000.00**

CHARGES		COMPTES 2025	BUDGET 2026	BUDGET 2027
Frais domaine formation				
Promotion de la relève / formation initiale				
4021	Prestations aux apprentis	24 811.40	28 000.00	25 000.00
Frais administratifs formation				
4060	Secrétariat formation	4 500.00	4 800.00	4 500.00
Total frais domaine formation		**29 311.40**	**32 800.00**	**29 500.00**
Frais domaine application CCT				
4100	Indemnisations commissions	15 037.50	22 500.00	20 000.00
4101	Remboursement de frais	336.00	2 000.00	1 000.00
4115	Contribution matériel apprentis	645.00	500.00	500.00
4120	Contrôles d'assujettissement CN	17 800.00	20 000.00	18 000.00
4130	Contrôles compt. salaires CN	609 474.40	480 000.00	600 000.00
4140	Contrôles LDét	17 458.15	20 000.00	18 000.00
4150	Contrôles Location service	4 500.00	5 000.00	5 000.00
4160	Autres mandats	60 000.00	60 000.00	60 000.00
4165	Frais administratifs	29 600.00	30 000.00	30 000.00
4170	Taxes / frais judiciaires	1 738.35	2 500.00	2 000.00
4180	Honoraires tiers (juristes, avocats)	0.00	2 500.00	1 500.00
Total frais domaine application CCT		**756 589.40**	**645 000.00**	**756 000.00**
Frais de bureau en général				
6500	Secrétariat	3 544.05	4 500.00	4 500.00
6520	Prestations de tiers	1 383.65	3 000.00	3 000.00
6530	Copies, papier, matériel de bureau	2 831.15	4 500.00	4 500.00
6540	Imprimés	784.85	3 500.00	3 000.00
6550	Frais de port et taxes	1 470.54	1 000.00	1 500.00
6560	Contributions à des tiers	3 783.50	4 000.00	4 000.00
Frais administratifs				
6700	Autres charges	0.00	112 000.00	0.00
Total frais en général		**13 797.74**	**132 500.00**	**20 500.00**
Total frais domaine application CCT		**770 387.14**	**777 500.00**	**776 500.00**
TOTAL CHARGES DES DEUX DOMAINES		**799 698.54**	**810 300.00**	**806 000.00**



ORGANISATION //

Organe de contrôles des comptes
SwissAudit (Mittelland) SA
L'assemblée désigne, si besoin, chaque année, une société fiduciaire chargée de la vérification des comptes de l'association.

L'organe de contrôle se réunira sur convocation, si nécessaire, au cours du premier semestre qui suit l'exercice comptable. Il soumet chaque année à l'assemblée un rapport écrit sur les comptes, le bilan, ainsi que ses propositions.

Assemblée générale
Présidence 2025 : Marc Pache
L'assemblée générale est composée des délégués des associations membres selon une répartition paritaire fixée dans les statuts. Sont invités : les Présidents et les assesseurs du Tribunal arbitral ainsi que des représentants des associations faîtières patronales et syndicales.

Comité
Présidence 2025 : Marc Pache
Le comité est composé au minimum de quatre membres. La répartition des sièges entre les organisations des travailleurs et l'organisation des employeurs est paritaire. Deux représentent la FFE, un membre du syndicat Unia et un membre du syndicat Syna. Le secrétaire est membre du comité avec voix consultative.

Bureau d'application (BA)
Présidence : Me Richard Waeber
Le Bureau d'application (BA) est l'organe créé par le comité pour contrôler et faire appliquer les dispositions de la CN et de la CCT. Il est composé de quatre représentants syndicaux, quatre représentants patronaux, du Président et du secrétaire.

Secrétariat
Responsable : Burim Ramaj
Conformément aux instructions de la CPSA, le secrétariat a deux fonctions principales. La première est celle d'organe administratif de l'association et la deuxième celle d'organe de contrôle.

ASSOCIATIONS SIGNATAIRES //

Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs
Route de l'Industrie 71
1791 Courtaman

Société Suisse des Entrepreneurs
Weinbergstrasse 49
Postfach
8042 Zürich

Syna
Secrétariat central
Römerstrasse 7
4600 Olten

Syna
Région Fribourg
Route du Petit Moncor 1a
Case postale 43
1752 Villars-sur-Glâne

Unia
Secrétariat central
Weltpoststrasse 20
Postfach
3000 Bern 16

Unia
Région Fribourg
Route des Arsenaux 15
1700 Fribourg

REPRÉSENTANTS AU TRIBUNAL ARBITRAL //

Fonction	Nom	Prénom	
Président	Overney	Alexis	
Président (partie alémanique)	Gruber	Patrick	
Aile patronale	Poncet	Pierre-Yves	FFE
	Vonlanthen	Daniel	FFE
	Pache	Marc	FFE (S)
Aile syndicale	Follonier	Alejandro	Syna
	Suárez	Ernesto	Syna (S)
	Corminboeuf	Yvan	Unia
	Yildiz	Huseyin	Unia (S)

REPRÉSENTANTS //

Fonction	Nom	Prénom	Représentation
Comité des Institutions paritaires (CPPF)			
Président	Pache	Marc	FFE
Membres	Wicht	Germain	FFE
	Suárez	Ernesto	Syndicat Syna
	Clément	François	Syndicat Unia
Bureau d'application (BA)			
Président	Maître Waeber	Richard	
Membres	Coquoz	Gilbert	FFE
	Remy	Philippe	FFE
	Valterio	David	Suppléant FFE
	Clément	François	Syndicat Unia
	Suárez	Ernesto	Syndicat Syna
Secrétariat			
Responsable Marché du travail	Ramaj	Burim	CPPF
Gestionnaire de dossiers spécialisés	Grandjean	Véronique	CPPF
Gestionnaire de dossiers spécialisés	Morand	Nadine	CPPF
Gestionnaire de dossiers spécialisés	Muñoz	Daisy	CPPF
Gestionnaire de dossiers spécialisés	Milman	Juliana	CPPF | Engagée 01.11.2025
Organe de contrôle			
SwissAudit (Mittelland) SA, Rue St-Pierre 18, 1700 Fribourg			





Editeur

Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise du Secteur Principal de la Construction
Route de l'Industrie 71
1791 Courtaman
Tél. 026/460 86 23
E-Mail secretariat@cppf-pbkf.ch
www.cppf-pbkf.ch

Rédaction

Burim Ramaj
Marc Pache
Jean-Baptiste Aubry
Véronique Grandjean

Photographie

Mirage Photography
CPPF
Société Suisse des Entrepreneurs

Mise en page

Quentin Gavillet

Impression

Canisius AG